

Vu de Jérusalem : un point tournant pour la Palestine et Israël

mercredi 26 juillet 2017, par [BEAUDET Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 25 juillet 2017).

Depuis quelques jours dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967, j'observe à Jérusalem et Ramallah les affrontements qui n'ont cessé depuis vendredi et qui ont fait plus de 450 blessés du côté palestinien, de même que 6 morts dont trois tués israéliens. La plupart des blessés sont de Jérusalem et de Ramallah (au nord de la ville), dont une quarantaine ont été atteints par balle.

Dans ces deux villes et dans d'autres endroits en Palestine, entre 75 000 et 150 000 personnes ont été présentes. Dans la vieille ville de Jérusalem et notamment autour de l'esplanade des mosquées (al-Ḥaram aš-Šarīf), des dizaines de milliers de Palestiniens se retrouvent jour et nuit pour manifester et prier. Cette esplanade constitue l'un des plus importants lieux saints pour les Musulmans dans le monde, ainsi que le joyau architectural de la vieille ville de Jérusalem.

Depuis l'occupation israélienne de 1967, malgré les résolutions de l'ONU, Israël a refusé d'évacuer Jérusalem-est où résident plus de 300 000 Palestiniens et l'a déclaré « capitale éternelle et indivisible d'Israël ».

La coopération avec Israël en question

Entre-temps, le président palestinien, Mahmoud Abbas, a suspendu les relations avec l'État israélien. Il demande la levée des nouvelles mesures de sécurité et des restrictions limitant l'entrée des Palestiniens. Pour le moment, malgré l'opinion des responsables des services de sécurité israéliens qui pensent que cela a été une erreur, le cabinet du Premier ministre Netanyahu a décidé de les garder en place.

Le gel des relations avec Israël remet en question la coopération établie dans le domaine sécuritaire, ce qui obligeait les forces de sécurité palestiniennes à policer les territoires et à empêcher les actes de résistance. Actuellement, plus de la moitié des employés de l'État palestinien sont des policiers (plus de 83 000). Plus de 30% de l'aide consacrée aux Palestiniens par les États-Unis et ses alliés est destinée aux « services de sécurité », dont les budgets dépassent tout ce qui est dépensé pour la santé, l'éducation et la protection sociale.

Selon plusieurs sondages récents, de 60 à 80 % de la population palestinienne est opposée à cette collaboration avec les forces de sécurité israéliennes.

La tension monte

Pour la population palestinienne, la raison invoquée par le gouvernement israélien pour imposer de nouvelles restrictions, à savoir l'incident armé le 14 juillet dernier (des policiers israéliens et des combattants palestiniens ont été tués sur l'esplanade) ne s'inscrivent dans une longue série de mesures par lesquelles l'État israélien tente d'affirmer sa souveraineté sur Haram aš-Šarīf, ce qui est une violation aux accords passés il y a plusieurs années avec les autorités religieuses palestiniennes et le gouvernement jordanien. Déjà en 2000, une rupture avait été effectuée lorsqu'Ariel Sharon, alors ministre de la défense, avait envahi l'esplanade avec plus de 3000 soldats.

La stratégie perpétuée jusqu'à aujourd'hui est d'imposer un « partage » du lieu saint avec les Israéliens, notamment les secteurs ultra religieux qui demandent le « droit » de prier sur ces mêmes lieux. Des travaux israéliens autour et en dessous de l'esplanade imposés par le gouvernement israélien à des « fins archéologiques » inquiètent également les Palestiniens. L'enjeu en fait dépasse les questions religieuses et devient un point de fixation sur cette occupation qui continue depuis 1967 et dont les conséquences sont désastreuses pour les Palestiniens.

L'enjeu de Jérusalem

Jusqu'à l'occupation de 1967, Jérusalem-Est où se trouve également la vieille ville était le centre politique, culturel et économique de la Cisjordanie. En annexant illégalement la ville, l'État israélien y a imposé un état d'exception permanent. Les habitants palestiniens n'ont aucune nationalité, ni israélienne ni palestinienne. Ils ont des permis de résidence qui peuvent être révoqués selon des conditions établies arbitrairement. Ils ont accès à des services municipaux en dessous de ce qui est offert à Jérusalem-ouest. Seulement au mois de juin dernier, plus de 125 Palestiniens de Jérusalem ont été appréhendés par la police dont plusieurs sont placés en détention administrative (sans accusation ni procès). Les conditions de détention incluent des méthodes psychologiques et physiques très dures et des formes de torture et de mauvais traitements.

Sur le plan économique, l'occupation de Jérusalem-Est a des conséquences très négatives pour la population palestinienne. Le secteur touristique, traditionnel poumon économique, a diminué considérablement au profit des établissements de la partie ouest de la ville. De l'autre côté, l'administration israélienne tente de judaïser le paysage touristique. Les efforts se concentrent sur l'encerclement de l'enceinte d'Al-Aqsa à l'intérieur et à l'extérieur de la Vieille Ville avec des sites juifs, tel l'établissement du parc à thème biblique « Cité de David », qui encercle les murailles de la Vieille Ville et englobe la majeure partie du quartier arabe de Wadi Hilwa.

Depuis l'érection du Mur qui sépare Jérusalem-Est de la Cisjordanie et restreint l'accès aux Palestiniens des territoires occupés, les activités commerciales et industrielles ont fortement diminué, d'autant plus que la taxation israélienne frappe durement les commerçants palestiniens, surtout dans les petits établissements. Aujourd'hui à Jérusalem, le chômage frappe les jeunes, y compris les jeunes diplômés qu'on retrouve en grand nombre dans les restaurants comme serveurs ou dans la rue comme chauffeurs de taxi. Selon des estimations récentes, 81 % des résidents de Jérusalem-Est vivent en dessous du seuil de pauvreté (contre 28 % des citoyens israéliens).

Le Canada complaisant

Le gouvernement canadien actuel semble peu réceptif à ces violations de droits. Comme le gouvernement précédent de Stephen Harper, l'emphasis est mise sur l'alliance avec l'État israélien et la « lutte contre le terrorisme ». Fait à noter, plusieurs membres de la Chambre des communes, y compris au NPD, s'affichent avec des organisations qui défendent la colonisation, notamment le grand lobby pro-israélien, le American Israel Public Affairs Committee (AIPAC) et le Fonds national juif. Une des exceptions est la députée du NPD (et candidate à la chefferie de ce parti) Niki Ashton qui a d'ailleurs été violemment critiquée par des groupes pro israéliens pour avoir demandé la fin de l'enfermement de Gaza dont les conséquences sur cette population sont désastreuses.

Un virage est nécessaire

Le gouvernement israélien a visiblement commis une erreur tactique avec les nouvelles mesures contre l'accès aux lieux saints. Il est contesté de l'intérieur ainsi que par une partie significative de la population israélienne qui pense que cette escalade ne promet rien de bon.

Du côté des Palestiniens, il semble se produire ne convergence pour s'unir contre l'occupation. Il reste alors au reste du monde y compris le Canada d'agir, pas seulement avec des déclarations un peu vagues contre la violence, mais avec des pressions organisés et systématiques pour exiger de l'État israélien le respect des droits.

Pierre Beaudet
